

Unité départementale du Haut-Rhin  
2, place du Général de Gaulle  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 11 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VELCOREX**

14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU  
68550 Saint-Amarin

Références : 0006700656\_2026\_01\_27\_Velcorex\_VISuiEch  
Code AIOT : 0006700656

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement VELCOREX implanté 14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU 68550 Saint-Amarin. L'inspection a été annoncée le 09/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le contexte du suivi des échéances des arrêtés portant mise en demeure des 31 mars 2022, 16 janvier 2025 et 28 avril 2025. Le non-respect de ce premier arrêté avait abouti à un arrêté prescrivant une astreinte journalière en date du 17 avril 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VELCOREX
- 14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU 68550 Saint-Amarin
- Code AIOT : 0006700656
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCOP VELCOREX a repris en date du 20 novembre 2023 les activités de la société VELCOREX Since 1828 qui comprennent les activités d'ennoblissement de tissus en velours et coton ainsi qu'une station de traitement des eaux usées destinée uniquement au traitement des effluents de la société Velcorex.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Valeur limite d'émission – air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Vérifications périodiques des équipements	AP de Mise en Demeure du 16/01/2025, article 2	Astreinte	4 mois
4	Réseau d'extinction automatique	AP de Mise en Demeure du 31/03/2022, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesure de la pollution rejetée	AP de Mise en Demeure du 28/04/2025, article 2	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats font apparaître deux demandes de justificatifs pour pouvoir statuer sur la conformité des points contrôlés ainsi qu'une non-conformité d'une prescription portée par l'arrêté de mise en demeure pour laquelle il est proposé une astreinte journalière.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mesure de la pollution rejetée**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/04/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de la pollution rejetée
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Sous 5 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 5.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé : " 5.9. Mesure périodique de la pollution rejetée Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.6 de la présente annexe est effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites</i>

est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m<sup>3</sup>/j.”

**Constats :**

Il avait été constaté, lors de l’inspection du 11 mars 2025, que l’exploitant n’avait pas réalisé une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.6 de l’arrêté ministériel du 3 août 2018 susmentionné.

L’exploitant a été mis en demeure de respecter les dispositions susmentionnées par arrêté portant mise en demeure du 28 avril 2025.

L’exploitant a transmis, le rapport de contrôle de l’organisme accrédité daté du 25 juin 2025, sous-traitant une partie des analyses (SO<sub>2</sub> et poussières) à un laboratoire extérieur.

Il est constaté que le contrôle comprend tous les paramètres visés par le point 5.6 de l’arrêté ministériel du 3 août 2018, y compris des mesures de débits, qu’il a été réalisé entre 30 et 40% de la charge nominale des chaudières, en fonctionnement normal de l’installation, que les essais ont porté sur trois prélèvements en continu d’une demi-heure, sauf pour les poussières où chaque prélèvement a duré une heure.

L’exploitant s’est conformé à la prescription portée par la mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : Valeur limite d’émission – air**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeur limite d’émission – air

**Prescription contrôlée :**

*Autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe.*

*Les valeurs limites d’émissions du présent article sont applicables aux autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.*

[...]

*I. Les valeurs limites d’émission suivantes s’appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :*

*[...]- aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l’entrée en vigueur du présent arrêté ;*

	Puissance	SO <sub>2</sub>	NOx	Poussières
		[...]		
Gaz Naturel, Biométhane	10≤P<20	-	100 (14) (15) (16) (21)	-
	20≤P	-	100 (21)	-

		[...]		
--	--	-------	--	--

Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm3)
[...]		
(15)	Installation enregistrée avant le 1er janvier 1998, dont plus de 50% de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NOx: 225
(16)	Installation enregistrée avant le 1er janvier 1998.	NOx: 150
	[...]	
(21)	Installation enregistrée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.	NOx : 120

III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ;

[...]

	Puissance	SO <sub>2</sub>	NOx	Poussières	CO
		[...]			
Gaz Naturel, Biométhane	10≤P<20	-	120 (4)	-	100
	20≤P	-	100 (5)	-	100
		[...]			

Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm <sup>3</sup> )
[...]		
(4)	Installation dont plus de 50% de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée	NOx: 150
(5)	Installation enregistrée avant le 1er novembre 2010	NOx: 120
	[...]	

#### Constats :

L'exploitant a présenté les résultats du contrôle, objet de la mise en demeure de l'arrêté du 28 avril 2025 (cf. point de constat n°1).

Il est constaté que l'organisme accrédité identifie des valeurs mesurées de concentration du paramètre oxydes d'azote (NOx) à 175 mg/Nm<sup>3</sup> et 131 mg/Nm<sup>3</sup> respectivement pour les chaudières 2 et 4.

L'organisme externe conclut que les valeurs mesurées sont au-dessus des valeurs limites d'émission (VLE) en concentration de 150 mg/Nm<sup>3</sup>, applicable à l'installation, pour la chaudière 2.

Le rapport mentionne une conformité des rejets aux valeurs limites d'émissions en oxydes de soufre (SO<sub>2</sub>), en monoxyde de carbone (CO) et en poussières pour les deux chaudières, y compris en flux horaire total, aux valeurs limites d'émissions de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2009 applicable au site (article 5, pour les SOx et poussières) ou de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susmentionné (pour le CO).

L'exploitant indique par ailleurs qu'il s'est organisé pour n'utiliser que la chaudière 4 depuis novembre 2025 et qu'il a laissé à l'arrêt les trois autres chaudières présentes dans son arrêté (dont la chaudière 2 contrôlée en juin 2025), compte-tenu de plusieurs facteurs dont les coûts de l'énergie et du coût du changement du brûleur de la chaudière 2. L'exploitant n'est pas certain que le changement de brûleur améliorera la qualité des rejets atmosphériques de la chaudière 2.

Toutefois, en l'absence d'éléments relatifs aux chaudières (générateurs à tubes de fumée ou non), du temps de fonctionnement annuel de celle-ci et de la définition d'installation de combustion dont il est rappelé l'article 2 de l'arrêté du 3 août 2018 susmentionné (« *Installation de combustion* » : on considère comme une installation de combustion unique tout groupe d'appareils de combustion exploités par un même exploitant et situés sur un même site (enceinte de l'établissement) sauf à ce que l'exploitant démontre que les appareils ne pourraient pas être techniquement et économiquement raccordés à une cheminée commune. Pour les installations dont l'enregistrement initial a été accordé avant le 1er juillet 1987, les appareils de combustion non raccordés à une cheminée commune peuvent être considérés de fait comme ne pouvant pas être

techniquement et économiquement raccordés à une cheminée commune"), l'Inspection est dans l'incapacité de déterminer, à ce stade, la valeur limite d'émission applicable aux rejets atmosphériques des chaudières de l'exploitant, l'arrêté mentionnant que la chaudière comprend des générateurs sans précision autre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de justifier à l'Inspection des éléments caractéristiques de l'installation de combustion: générateurs à tubes de fumées ou non, durée de fonctionnement annuel de chaque chaudière, chaudières pouvant ou pas être techniquement et économiquement raccordés à une cheminée commune.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Vérifications périodiques des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/01/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 66 A de l'arrêté ministériel du 4/10/2010 susvisé :</i> <i>"A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. [...]";"</i>
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 24 septembre 2024, il avait été constaté que l'exploitant disposait d'un rapport de vérification des installations électriques Q18 mentionnant 25 points de non-conformité ou anomalies constatées, dont la conclusion était que l'installation électrique <i>"peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion"</i> . L'exploitant n'avait pas levé ces non-conformités et avait été mis en demeure de respecter les prescriptions susmentionnées par arrêté du 16 janvier 2025. L'exploitant a présenté les certificats Q18 de la station d'épuration et de l'usine (dates d'intervention du 27 octobre au 5 novembre 2025, rapport daté du 23 décembre 2025). Le certificat Q18 de la station d'épuration indique une absence de danger constaté. En conclusion, il est indiqué que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Le certificat Q18 de l'usine comporte des constatations de danger (« absence ou inadaptation des dispositif de protection contre les surintensités » et « inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risque d'incendie et/ou zones à risque d'explosion ») à travers huit points de non-conformités. Il est indiqué que l'installation électrique <i>"peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion"</i> . Ceci constitue une non-conformité. Les constats réalisés ne permettent pas de lever la mise en demeure, dont le délai est pourtant échu. Il est donc proposé à Monsieur le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement (astreinte).

<p>L'exploitant indique que l'organisme en charge de la réalisation des certificats Q18 a repris une ancienne version de certificat Q18 de l'installation et qu'une grande partie des non-conformités constatées a déjà été résolu sans que cela n'apparaisse dans le certificat Q18, que l'organisme en charge de ces certificats révisé actuellement la version du certificat Q18. Il indique par ailleurs travailler à la résolution des derniers points de non-conformité.</p> <p>Compte-tenu des actions déjà engagées et à venir, il est proposé de surseoir l'applicabilité de cette astreinte journalière pendant un délai de 4 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 4 : Réseau d'extinction automatique

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réseau d'extinction automatique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>La société VELCOREX SINCE 1828, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 14 rue du Commandant Marceau à SAINT-AMARIN (68550), est mise en demeure de se respecter dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions suivantes de l'article 12-7 de l'arrêté préfectoral du 20/04/1994 susvisé concernant les moyens de lutte contre l'incendie : « l'installation sera pourvue d'équipements de lutte adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, [...] »</i></p> <p><i>- d'un réseau d'extinction automatique adapté aux caractéristiques des produits stockés, [...] »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 23 novembre 2021, il avait été constaté que le réseau d'extinction automatique était alimenté par deux sources A et B, que la source B n'était plus opérationnelle et qu'elle nécessitait un investissement d'environ 120 000€ pour être de nouveau opérationnelle. L'exploitant a été mis en demeure de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral susmentionné par arrêté en date du 31 mars 2022.</p> <p>Lors de l'inspection du 12 décembre 2022, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé la réparation, arguant de difficultés financières, qu'il était en cours d'étude (bon de commande non finalisé) pour vérifier que les moyens de secours étaient toujours adaptés aux risques du site. Cela avait amené l'Inspection à proposer à Monsieur le Préfet un arrêté d'astreinte journalière.</p> <p>Lors de l'inspection du 24 septembre 2024, il avait été constaté que la source B n'était toujours pas fonctionnelle. L'exploitant avait transmis une offre technique et financière par courriel en date du 27 septembre 2024 pour la réparation du réseau d'extinction automatique.</p> <p>L'exploitant a transmis l'attestation de mise en service en date du 20 novembre 2025 indiquant que le groupe B est fonctionnel. Toutefois, l'attestation indique la réserve suivante: "vanne d'essai</p>



DN150 fuyarde la jockey démarre trop souvent donc la vanne de refoulement est laissée fermée et le GMPD en non auto en attendant son remplacement par client. attention tension à 243 Volts". Une photo montre le tableau d'actionnement du groupe B avec des voyants rouge, confirmant la mise hors service temporaire de l'installation.

L'exploitant indique que les travaux ont depuis été effectués mais qu'il attend encore l'attestation finale de mise en service.

Il est constaté sur le terrain que les équipements du groupe B du réseau d'extinction automatique sont connectés au réservoir d'incendie, que les voyants verts indiquent qu'il est opérationnel.

En l'absence d'attestation finale, l'Inspection n'est pas en mesure de lever la mise en demeure et l'astreinte. Toutefois, compte-tenu des travaux réalisés, il est uniquement demandé à l'exploitant de transmettre l'attestation de mise en service finale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois